



**THE IRONY OF MANIFEST DESTINY.
THE TRAGEDY OF AMERICA'S FOREIGN POLICY**

William Pfaff

New York, Walker, 2010, 240 pages

**THE FRUGAL SUPERPOWER.
AMERICA'S GLOBAL LEADERSHIP IN A CASH-STRAPPED ERA**

Michael Mandelbaum

New York, Public Affairs, 2010, 224 pages

Dans son discours du 28 mars 2011 annonçant sa décision d'intervenir en Libye, le président Barack Obama soulignait que le rôle des États-Unis dans cette mission onusienne serait limité et que le leadership serait rapidement transféré aux alliés : « Les États-Unis auront un rôle de soutien » (« a supporting role »). La communauté américaine des stratèges, qui attend depuis deux ans qu'émerge une « doctrine Obama » lisible, pense l'avoir enfin découverte à l'occasion de l'affaire libyenne. Elle pourrait s'intituler le « leadership par l'arrière » (« leading from behind¹ »). Ces deux livres contribuent largement à déchiffrer cet infléchissement décisif de la diplomatie américaine dans la deuxième décennie du XXI^e siècle.

William Pfaff retrace, dans un livre d'une érudition exceptionnelle, les sources religieuses, philosophiques, culturelles et politiques de la notion fondatrice de « Manifest Destiny ». Il fait état de ses 200 ans d'histoire mais aussi de son *actualité inopérante*. Michael Mandelbaum, pour sa part, nous explique pourquoi le 15 septembre 2008 (jour de la faillite de la banque Lehman Brothers) marque le moment où les États-Unis comprennent que leurs dépenses militaires ne peuvent être illimitées et que leur rôle global sera dorénavant plus restreint et modeste : « À l'avenir, les États-Unis se comporteront comme un pays normal » (p. 8).

L'expression « Manifest Destiny »², utilisée pour la première fois en 1845 lors de l'annexion du Texas, fait de l'expansion transcontinentale puis globale de la puissance américaine une volonté divine. En 1919, Woodrow Wilson affirme que le leadership international des États-Unis n'émane pas d'un plan conçu à Washington mais de « la main de Dieu, qui nous a entraînés sur ce chemin [...] ; ce fut le rêve de notre naissance. L'Amérique

1. R. Lizza, « The Consequentialist. How the Arab Spring Remade Obama's Foreign Policy », *The New Yorker*, 2 mai 2011, p. 44-55, *Newyorker.com*. Pour une dénonciation caustique de cette notion, voir C. Krauthammer, « The Obama Doctrine: Leading from Behind », *The Washington Post*, 28 avril 2011, *Washingtonpost.com*.

2. Ce terme, comme celui de Dieu, s'écrit normalement avec des capitales.

a montré, en toute vérité, la voie³. » (p. 71.) Selon W. Pfaff, cette foi utopique remonte au siècle des Lumières. Avec la « mort de Dieu », l'homme ne cherche plus une place dans un paradis d'outre-tombe mais tente de créer un paradis sur Terre. Cette aspiration séculière, qui vient remplacer au XVIII^e siècle les croyances religieuses, exige la création d'un monde parfait *hic et nunc*. En outre, il faut faire vite : la vie humaine se mesure en décennies plus qu'en millénaires... Cette quête d'absolu explique logiquement l'extrême violence du XX^e siècle (de Staline à Pol Pot en passant par Hitler et Mao) et sous-tend directement la croisade américaine de l'après-guerre froide. En effet, les États-Unis veulent, pour reprendre les termes du second discours inaugural de George W. Bush en 2005, « abolir le mal » et « mettre fin à la tyrannie » sur le globe. Ce projet se traduit par une tentative d'exportation de la démocratie aux quatre coins du monde, projet ininterrompu depuis Wilson et toujours soutenu, selon W. Pfaff, par la quasi-totalité de l'élite américaine – y compris dans l'entourage d'Obama. Cette ambition presque religieuse, conçue dans une Amérique chrétienne, aboutit à l'« américanisation de la chrétienté » (p. 62) : W. Pfaff dénonce sèchement la *Manifest Destiny* comme « irréalisable, indésirable et dangereuse » (p. 194).

Dans un superbe chapitre de synthèse historique, l'auteur nous mène de l'isolationnisme des pères fondateurs à l'interventionnisme wilsonien, montrant à quel point les multiples guerres menées par les États-Unis au XIX^e siècle, y compris la guerre contre l'Espagne de 1898 (une « affaire désinvolte qui n'engagea nullement la nation », p. 70) avaient surtout pour but de faciliter et de compléter le développement du projet interne. Le tournant wilsonien de 1917-1919 fut définitif et déclencha (malgré les rechutes isolationnistes de l'entre-deux-guerres et de l'immédiat après-1945) toute une série d'interventions, toujours plus idéologiques et manichéennes. Ces opérations, de la présidence d'Eisenhower à celle de Bush, traduisaient en réalité une « forme virtuelle d'isolationnisme, une solution fictive à un problème dont la solution antérieure avait disparu » (p. 100).

L'étape actuelle du nouvel « isolationnisme » façon XXI^e siècle, c'est la poursuite de la guerre contre le terrorisme, notion « fantaisiste » s'il en est, issue indirectement des thèses de Samuel Huntington, dont « l'erreur profondément conceptuelle et pratique fut de traiter les civilisations, qui sont des phénomènes culturels, comme si elles étaient des nations » (p. 106). W. Pfaff nous offre une leçon aussi synthétisée que sophistiquée sur l'histoire de l'islam pour mieux démontrer le vide conceptuel de la

3. Cette notion d'un renouveau fondamental se trouve également chez Thomas Paine : « Nous sommes comme si nous vivions au commencement du temps. »

notion de « menace civilisationnelle », l'absurdité et l'injustice de la poursuite d'une « guerre » contre celle-ci et l'impossibilité de toute « victoire ». La vaste culture historique et politique de l'auteur lui permet de nier toute dimension inédite aux conflits et passions actuels ; en effet – paradoxe délicieux –, l'objectif politique des islamistes du XXI^e siècle ressemblerait beaucoup aux objectifs des pères fondateurs de l'Amérique : créer, sur terre et immédiatement, un paradis séculier à l'abri des colonisateurs d'où qu'ils viennent. Vivant à Paris depuis 1971, l'auteur reste épargné par la psychose post-11 septembre qui a frappé la vaste majorité de ses concitoyens.

Selon lui, il reste toujours aux États-Unis une voie alternative : une politique non interventionniste qui, poursuivie avec conviction depuis 1945, aurait épargné à l'Amérique non seulement la guerre du Vietnam mais aussi l'humiliation de la révolution iranienne et de ses suites. D'après l'auteur, les attaques du 11 septembre 2001 auraient pu être évitées, tout comme les guerres d'Afghanistan et d'Irak. Depuis les années 1960, ses livres préconisent cette option, qui trouve son inspiration chez des réalistes classiques comme Reinhold Niebuhr et surtout George F. Kennan⁴. Pour W. Pfaff, la poursuite actuelle d'une politique héritée de Bush par Obama (qu'il voit comme une victime du consensus de Washington en matière de politique de sécurité) ne peut mener qu'à l'échec.

Comment cette histoire se terminera-t-elle ? C'est l'interrogation essentielle de son dernier chapitre. À défaut d'un ressaisissement « à la Kennan » (seul aboutissement souhaitable pour W. Pfaff), l'auteur dessine trois scénarios de sortie. Il imagine tout d'abord une Amérique tellement préoccupée par ses problèmes internes, par la perte de son influence extérieure, par sa dette, qu'elle jetterait tout simplement l'éponge, abandonnerait ses « fantaisies politiques et militaires » et se retirerait dans un « isolationnisme curatif » (p. 185). Deuxième possibilité : l'Amérique, à force d'essayer, contre toute logique, d'imposer sa volonté non seulement au monde islamique mais également aux « maux concomitants qui affligent partout le monde moderne », s'épuiserait tout simplement dans cette tentative. Ce serait, nous prévient-il, une affaire de longue haleine, assortie d'une réémergence des haines civiles, semblables à celles qui ont accompagné et suivi la guerre du Vietnam et qui ont effectivement resurgi depuis l'élection d'Obama. Il ne s'agit pas d'une haine raciale, mais d'une « déception vaste et fondée sur l'incompréhension » des classes populaires « qui ont le plus cru au rêve américain et se sentent les plus trahies par ce

4. W. Pfaff et E. Stillman, *The New Politics: America and the End of the Post-War World*, Londres, Secker & Warburg, 1961 ; *The Politics of Hysteria: the Sources of Twentieth Century Conflict*, Londres, Gollancz, 1964 ; *Power and Impotence: The Failure of America's Foreign Policy*, Londres, Gollancz, 1966.

que les États-Unis sont devenus en 2010 » (p. 187). Troisième scénario : « une fin catastrophique dans laquelle une élite américaine enragée montrerait à un monde ingrat la rationalité qui se cache derrière toutes ces armes nucléaires sauvegardées » (p. 189). On en frémit...

Quelle qu'elle soit, cette fin adviendra : « Les Américains conduisent aujourd'hui une mission globale militarisée colossale mais moralement futile, et [qui] a raté dès le début une fin qui pouvait être atteinte. Elle ne saurait réussir. » (p. 190.) Le livre de W. Pfaff nous rappelle des vérités quasi ensevelies sous les décombres du 11 septembre 2001. Les Américains devraient lui être reconnaissants de faire une critique désintéressée, celle d'un citoyen du monde, réaliste, lucide, à la sagesse profonde, et qui ne désespère pourtant pas complètement de son pays natal.

À l'inverse, pour M. Mandelbaum, le rôle international des États-Unis depuis 1945 est loin d'avoir été une erreur et encore moins la source des maux actuels. La position étasunienne mérite, au contraire, d'être célébrée : « La puissance américaine offre des avantages à la plupart des habitants de la planète [...], parce que les États-Unis jouent un rôle majeur, constructif et historiquement sans précédent dans le monde. » Bilan massivement et globalement positif. L'Amérique a occupé de façon concluante la fonction nécessaire d'un « gouvernement mondial » (p. 54). Selon cet auteur, elle a maintenu l'ordre, rassuré ceux qui étaient menacés, empêché la prolifération nucléaire, garanti les flux pétroliers et offert le dollar comme devise internationale. Le seul ennui est que Washington ne peut plus assumer ce rôle – qui est ainsi impérativement appelé à prendre fin. Le raisonnement est ici exclusivement économique. Depuis belle lurette, les Administrations tant démocrates que républicaines ont financé ce « gouvernement mondial » par la dette – aujourd'hui évaluée à quelque 14 000 milliards de dollars. Pour deux raisons au moins, cela ne peut plus continuer.

La première raison est liée aux *entitlements* (acquis sociaux). La note du système de sécurité sociale et des dépenses médicales (Medicare et Medicaid) s'élevait en 2008 à 40 % du budget fédéral, ou 4 % du produit national brut (PNB). Compte tenu du départ imminent à la retraite de 77 millions d'Américains nés entre 1946 et 1964, ce budget représentera 18 % du PNB vers 2050. La différence entre ces dépenses obligatoires et les projections fiscales s'élève à 52 000 milliards de dollars, soit quatre fois la valeur du PNB américain annuel. Pour financer cette somme quasi inconcevable, il faudrait augmenter les impôts de 150 %, ce qui est bien sûr politiquement inenvisageable. Il sera donc indispensable de faire des économies massives, et la cible la plus évidente et la plus facile est le budget actuel de la défense.

La seconde raison découle logiquement de ces chiffres dramatiques. Le contribuable américain, face à un choix déchirant, optera en faveur des priorités internes. En 2009, en réponse à une question posée chaque année depuis 1964 par l'institut de sondage Pew (« À votre avis, l'Amérique devrait-elle s'occuper plutôt de ses propres affaires, au plan international ? »), une forte majorité a répondu pour la première fois par l'affirmative. Les Américains ne jugent pas, contrairement à W. Pfaff, que les interventions répétées des 60 dernières années étaient erronées. Ils pensent tout simplement que, pour des raisons purement économiques, cela ne peut plus continuer. M. Mandelbaum, pour sa part, estime que l'adaptation à la pénurie ne se traduira pas par un retour à l'isolationnisme, mais par un choix de préférences plus astucieuses en matière de diplomatie. Des erreurs monumentales – telles que l'élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou la guerre d'Irak – seront évitées à l'avenir, et la présence américaine dans le monde se rétrécira sensiblement. D'après l'auteur, c'est très certainement une mauvaise nouvelle pour des millions de gens un peu partout dans le monde (on peut penser au peuple libyen par exemple), mais c'est un fait.

Malgré les conséquences appréhendées de cette réduction du rôle des États-Unis par rapport aux puissances émergentes, M. Mandelbaum reste optimiste. Aucune puissance ne remplacera les États-Unis comme « gouvernement du monde » et il y a peu de risques que le retour de la politique des puissances se traduise par une guerre mondiale. Le cœur géopolitique du monde se situe dorénavant au Moyen-Orient, essentiellement pour des raisons tenant au pétrole. Pour l'auteur, la solution du casse-tête est simple : en augmentant massivement les impôts sur la consommation aux États-Unis, le prix du pétrole chutera et les puissances pétrolières (arabes, russe et vénézuélienne) s'en trouveront affaiblies ; le Trésor américain trouvera ainsi son compte.

En envoyant des renforts en Afghanistan en 2009, Obama précisait très clairement que ceux-ci seraient limités en nombre et n'étaient pas destinés à y rester longtemps. Il refusait ainsi de s'engager dans la poursuite d'« objectifs qui ne peuvent être atteints à un coût raisonnable ». W. Pfaff aurait sans doute souhaité un raisonnement moins économiste et davantage inspiré par un réalisme géopolitique. Mais il serait certainement rassuré de voir que l'empire américain, fût-ce pour financer les retraites de ses citoyens, semble sur le point de prendre sa propre retraite anticipée.

Jolyon Howorth

Professeur à l'université de Yale (États-Unis)
et professeur de sciences politiques européennes,
chaire Jean Monnet, à l'université de Bath (Royaume-Uni)

RELATIONS INTERNATIONALES

ZERO-SUM WORLD. POLITICS, POWER AND PROSPERITY AFTER THE CRASH

Gideon Rachman
Londres, Atlantic Books, 2010,
336 pages

Responsable de la rubrique « Affaires étrangères » du *Financial Times*, Gideon Rachman a voulu écrire un ouvrage à la lecture aisée, construit sur une idée simple : après trois décennies de spectaculaire convergence des systèmes économiques, des modes de pensée et des formes de régime politique, la crise économique de 2008-2009 a brisé l'illusion d'un monde « gagnant-gagnant » pour dessiner un jeu à somme nulle où les puissances émergentes n'entendent rien céder aux Occidentaux, engageant ainsi un cercle vicieux de confrontations dangereuses pour la prospérité commune et la paix mondiale.

La construction est simple, mais paraît superficielle. Au départ, le « temps des transformations » (1978-1991) voit la conjonction d'une volonté de rattrapage économique par des réformes profondes (Chine, bloc soviétique, Inde, Amérique latine, etc.) et du triomphe des théories néolibérales au Royaume-Uni et aux États-Unis. La victoire sur l'Union soviétique, puis la démonstration que le droit de la communauté internationale peut s'imposer à un État voyou (Irak, 1991) ouvrent une « ère d'optimisme » qui dure jusqu'en 2008. Pendant cette période, la croissance

économique mondiale permet une baisse sans précédent de la pauvreté et un progrès de la démocratie dans le monde. Le libre-échange, des recettes économiques orthodoxes ou de bon sens (celles par exemple d'Alan Greenspan, héros des temps modernes), la révolution technologique et les processus d'intégration, dont l'Europe préfigure le paradigme, construisent ce monde qui semble porter bien des promesses. Les États-Unis favorisent le libre-échange et le triomphe du marché dans les pays émergents comme autant de moyens de propager la démocratie, de réduire les éventuelles tentations belliqueuses d'États pauvres et donc de consolider la paix mondiale. L'auteur affirme ainsi que les doctrines de Bill Clinton et de George W. Bush en matière de politique étrangère sont assez proches et que l'interventionnisme libéral de l'un (Haïti, Kosovo, Bosnie) trouve une continuité dans l'hégémonisme de l'autre. Une lecture aussi simple de la période pourrait faire sourire ; l'auteur est obligé de nuancer dans le détail ce qu'il affirme dans les prologues : oui, la multiplication des guerres civiles a choqué le monde dans les années 1990 ; non, le marché n'était pas exempt de crises nourrissant un scepticisme croissant (la crise de 1997 fut un avertissement salutaire pour l'Asie orientale, qui a mieux résisté à celle de 2008) ; oui, terrorisme, islamisme, altermondialisme étaient autant de contre-feux puissants à la marche du progrès libéral. Pourtant,

l'un dans l'autre, la tendance générale demeurerait valable et un monde plus coopératif émergerait.

Cet optimisme serait mort avec la grande crise de 2008 : la confiance s'effondrant, les États ont dû engager des politiques hérétiques par rapport à la foi professée jusqu'alors. Les puissances émergentes, moins touchées, et attribuant leur résilience à un système politique et économique hybride, prennent leur revanche et défendent plus durement leurs intérêts. Ce modèle de développement alternatif attire nombre de pays du Tiers-Monde qui s'étaient jusque-là résignés à se démocratiser et à accepter la loi du marché. Parmi eux, d'inquiétants trublions comme le Venezuela ou l'Iran, peu impressionnés par la rhétorique occidentale alors qu'ils se savent protégés par la Chine, affamée de pétrole, et par la Russie. Or sur les enjeux globaux qui se sont dessinés lors de l'« ère optimiste » et que justifiait la coopération gagnant-gagnant, les attitudes se raidissent : environnement, prolifération nucléaire, criminalité transnationale, déséquilibres monétaires sont autant de terrains de confrontation entre les puissances. Et alors que le monde pouvait s'inspirer du modèle de l'Union européenne (UE) pour construire l'indispensable gouvernance mondiale, celui-ci est remis en cause, les suspicions et les intérêts nationaux prenant le pas sur l'idéal de convergence face à la déliquescence d'une partie de l'*Euroland*. Un monde plus

instable, plus dangereux se dessine, et l'interdépendance économique tant de fois mise en avant pour justifier l'espoir de la fin définitive des guerres ne rassure pas : après tout, 1914 a vu s'affronter la grande puissance libérale (la Grande-Bretagne) et la grande puissance autoritaire et impériale (l'Allemagne), alors même que leurs économies commençaient à s'interpénétrer.

Facile à lire, avec une bibliographie peu spectaculaire, cet ouvrage sera utile au non-spécialiste qui désire embrasser rapidement l'histoire contemporaine du système international avec une grille de lecture cohérente. La dernière partie reste la plus utile et la plus convaincante.

Yannick Prost

LA QUESTION MIGRATOIRE AU XXI^e SIÈCLE. MIGRANTS, RÉFUGIÉS ET RELATIONS INTERNATIONALES

Catherine Wihtol de Wenden
Paris, Presses de Sciences Po,
2010, 264 pages

Le dernier ouvrage de Catherine Wihtol de Wenden remplit deux objectifs. Tout d'abord, en se référant aux efforts de théorisation du phénomène migratoire (James F. Hollifield, Zygmunt Bauman, Didier Bigo, Abdelmalek Sayad, etc.) mais aussi à des thèses de doctorat récentes, l'auteur montre l'importance croissante des travaux de recherche sur les migrations, ainsi que le processus qui a fait des migrations un objet d'étude à part

entière des relations internationales. Au sein de cette branche s'opposent une perspective réaliste incitant à la fermeture des frontières pour des raisons sécuritaires, une perspective transnationaliste qui conclut à l'affaiblissement de la souveraineté de l'État et une perspective institutionnaliste-libérale qui souhaite une gestion coordonnée et réciproque des migrations par les États.

L'ouvrage met ensuite sur la table l'idée d'une « gouvernance mondiale des migrations », fondée sur un « droit à la mobilité » et répondant à l'objectif de « stabilité globale de l'espace mondial ». L'argumentaire est le suivant : aujourd'hui, les migrations sont un enjeu essentiel des relations internationales. À la mondialisation des migrations s'ajoute leur globalisation, décrite comme l'interdépendance croissante des enjeux migratoires. Désormais, ni les individus, ni les États ne rentrent dans les catégories traditionnelles : migrations de travail et asile, mais aussi pays de départ et pays d'arrivée se confondent. Depuis les années 1990, les migrants se sont « installés dans la mobilité ». La régionalisation des flux et la constitution de diasporas, minorités ou réseaux transnationaux hors du cadre national traditionnel ont bouleversé l'ordre politique interétatique. Les individus sont redevenus « acteurs des relations internationales » et les deux piliers du système politique international que sont la souveraineté et la citoyenneté s'en trouvent

menacés. Outre l'évolution des cadres d'appartenance politique (multiculturalisme, transnationalisme), l'asile s'inscrit en faux dans l'ordre national des États, auquel les réfugiés n'appartiennent pas réellement (Gérard Noiriel). L'érosion des frontières territoriales et des allégeances nationales (réfugiés, dissociation de la nationalité et de la citoyenneté, diasporas) conduit à l'adoption de politiques migratoires répressives, fondées sur un argumentaire sécuritaire visant à fermer les frontières. Or, « plus les frontières sont fermées, plus les migrants s'installent, faute de pouvoir repartir et revenir quand leur statut est irrégulier ou précaire ; plus elles sont ouvertes, plus ils circulent ». Ces politiques vont donc à l'encontre du bon sens¹. De plus, les politiques de fermeture sont source d'inégalités : inégalité face à la capacité de migrer et inégalités de développement.

Pour pallier les effets néfastes de ce processus, l'auteur propose de mettre en œuvre une « gouvernance mondiale des migrations » négociée au niveau international et fondée sur un réel « droit de migrer », protégé par le droit international. Cela suppose d'abord de reconceptualiser les migrations comme un enjeu mondial plutôt que national, d'adopter une approche positive du phénomène migratoire

1. Voir aussi C. Wihtol de Wenden, *Faut-il ouvrir les frontières ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.

et enfin de repenser la gestion bilatérale des flux migratoires, qui s'inscrit en contradiction avec le multilatéralisme caractéristique de notre époque. Une gestion multilatérale, « formule originale de représentation et de négociation multiacteurs », placée sous l'égide d'organisations mondiales, faciliterait au contraire l'inclusion d'acteurs non gouvernementaux (organisations intergouvernementales [OIG], organisations non gouvernementales [ONG], associations patronales) et le dépassement des intérêts stratégiques des États.

Cette approche s'inscrit dans la droite ligne de la « mobilité circulaire » défendue entre autres par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ou la Commission mondiale pour les migrations internationales (CMMI), qui mettent en avant l'aspect positif (« gagnant-gagnant-gagnant », p. 192) des migrations, conçues comme un « bien public mondial », ainsi que leur lien direct avec la problématique du développement. C. Wihtol de Wenden, qui a elle-même été consultante pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Commission européenne, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ou le Conseil de l'Europe, retrace d'ailleurs la généalogie de cette approche tout en dénonçant l'« état de panne » dans lequel elle s'est enlisée.

Sarah Toucas

LA PAIX CONTRE LA JUSTICE ?

Pierre Hazan

Bruxelles, André Versaille éditeur, 2010, 128 pages

La justice est-elle un obstacle à la paix ? Les « gestionnaires de conflits », qui aident les belligérants à trouver le chemin de la paix, le soutiennent : « Comment, demande un ambassadeur occidental anonyme cité par Pierre Hazan, puis-je à la fois prendre le thé avec Milosevic pour trouver un règlement négocié au conflit et, dans le même temps, le traiter en criminel de guerre ? » Les « démocratisateurs »¹, pour qui la justice ne se négocie pas, le contestent : il ne peut, selon eux, y avoir de paix sans justice.

Ainsi posé, le dilemme paraît insurmontable : au « pas de paix sans justice » des droits-de-l'hommes s'oppose le « pas de justice sans paix » des *peacemakers*, deux objectifs qui semblent incompatibles. Le principal intérêt du court ouvrage pédagogique de P. Hazan est de montrer qu'une conception plus extensive de ces deux notions permet de surmonter la tension qui les oppose. La justice n'est pas seulement la mise en œuvre d'une procédure pénale. Elle inclut aussi des procédures moins contradictoires avec la recherche de la paix : établissement d'une Commission vérité et réconciliation, ouverture des archives,

1. Cette typologie est empruntée à C. Bell, *Negotiating Justice? Human Rights and Peace Agreements*, Genève, International Council on Human Rights, 2006, cité par P. Hazan, p. 30.

identification des disparus, etc. La paix ne se réduit pas à la cessation des hostilités. Elle vise à la réconciliation. Dans cette perspective, la paix et la justice peuvent cheminer de concert selon un séquençage (*sequencing*).

Cela posé, P. Hazan a raison d'insister sur la variété des situations historiques et politiques et sur l'illusion, voire le danger, de croire à l'existence d'une « formule unique ». La seconde partie de son livre le montre, qui examine une dizaine de situations concrètes : le *timing* et le *sequencing* de la lutte contre l'impunité varient d'un pays à l'autre. Certains pays ont choisi l'amnistie, voire l'amnésie. P. Hazan montre ce que cette solution, retenue faute de mieux par l'Afghanistan d'Hamid Karzai, a d'illusoire : ceux qui l'ont choisie, telle l'Espagne, ne sont jamais à l'abri d'un « retour de mémoire ».

Partout ailleurs, la justice internationale s'est imposée comme acteur des relations internationales. Avant la paix comme au Liberia ou au Soudan, avec des résultats contrastés : autant la mise hors jeu de Charles Taylor en 2003 a facilité le retour à la paix au Liberia, autant l'inculpation d'Omar al-Bachir en 2009 n'a pour l'instant servi à rien. Durant un processus de paix, comme en Afrique du Sud ou en ex-Yougoslavie, là encore sous des modalités très différentes : une voie non pénale (Commission vérité et réconciliation) dans le premier cas, un tribunal pénal international

(TPI) créé dès 1993 dans le second – il n'a rendu son premier verdict que deux ans après la signature des accords de Dayton. Après la paix enfin, comme au Chili ou au Liban.

P. Hazan conclut à juste titre que la question n'est plus de savoir si la justice internationale doit intervenir, « mais quand et comment et avec quelle combinaison d'autres mesures non pénales ». Et son ouvrage a l'immense qualité de nous familiariser avec la palette d'instruments dont cette justice peut jouer.

Yves Gounin

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

SIPRI YEARBOOK 2010. ARMEMENTS, DISARMAMENT AND INTERNATIONAL SECURITY

Stockholm International Peace Research Institute
Oxford, Oxford University Press,
2010, 608 pages

Le 41^e volume de l'Annuaire du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) couvre les événements qui ont marqué l'année 2009 dans le domaine des armements, du désarmement et de la sécurité internationale. On y trouvera les rubriques traditionnelles sur les dépenses militaires mondiales, la production et la commercialisation des matériels de guerre et les négociations en vue d'une réglementation internationale des armements. Sur tous ces

sujets, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm peut se prévaloir d'une expertise dont la qualité est reconnue par tous ceux qui s'intéressent aux aspects militaires des relations internationales et aspirent à promouvoir un ordre de sécurité qui ne détournerait « vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde ».

Toutefois, les constats effectués par les chercheurs du SIPRI laissent mal augurer de l'avènement d'un monde pacifié, en dépit de signes encourageants enregistrés en 2009 au plan du dialogue russo-américain sur la réduction des armements stratégiques. On sait que ces négociations ont débouché en 2010 sur la conclusion d'un nouvel accord START (Strategic Arms Reduction Treaty) et que celui-ci a été ratifié par les États-Unis malgré l'opposition à laquelle il se heurtait au Sénat. Cet accord comporte des aspects positifs, mais il serait abusif d'y voir le prélude à l'instauration du monde sans armes nucléaires que le président Barack Obama appelle de ses vœux et que le SIPRI considère comme une nécessité si on veut lutter efficacement contre la prolifération des armes nucléaires.

À cet égard, l'article de l'ambassadeur James Goodby, « A World Without Nuclear Weapons: Fantasy or Necessity? », qui ouvre l'Annuaire de 2010, fait figure de manifeste et reflète l'opinion dominante des chercheurs sur la paix de

Stockholm. Il ne convaincra pas les sceptiques et pas davantage ceux qui, comme J. Goodby, plaident en faveur du maintien de la dissuasion nucléaire mais doutent des vertus de la « dissuasion virtuelle » qu'il préconise. Au demeurant, la posture des puissances qui conserveraient la possibilité de reconstituer leurs arsenaux après s'en être défaits ne serait pas de nature à dissiper les préventions des États qui récusent le caractère discriminatoire du traité de non-prolifération (TNP) et rêvent d'un ordre nucléaire plus équilibré.

Indépendamment des obstacles techniques et politiques qui se dressent sur la voie de l'élimination des armes nucléaires, force est de constater que les tendances actuelles ne vont pas dans le sens d'une réduction du poids des armes dans les relations internationales. Ainsi, les données présentées par le SIPRI témoignent d'une croissance des dépenses militaires mondiales et de l'augmentation des transactions portant sur les armements de type classique, tandis que les industries de la défense sont florissantes. Par ailleurs, les accords de maîtrise des armements en vigueur tels que les conventions sur les armes chimiques et biologiques ne semblent plus adaptés pour relever les nouveaux défis du terrorisme, et les tentatives de faire produire effet au traité sur la réduction des forces classiques en Europe (FCE) n'ont toujours pas abouti en raison de l'emprise militaire de la Russie en

Géorgie, en Moldavie et en Transnistrie. Enfin, les mesures de confiance et de sécurité adoptées au début des années 1990 et l'accord de Florence sur le désarmement régional dans les Balkans ne jouent plus qu'un rôle marginal dans l'organisation de la sécurité en Europe, et les initiatives prises à Corfou en vue de ranimer la coopération paneuropéenne ont fait long feu.

En définitive, on a le sentiment que l'engagement des chercheurs du SIPRI en faveur du maintien ou du rétablissement de la paix et d'un allègement du fardeau des armements est compromis par le déploiement d'une violence polymorphe qui échappe au contrôle des États, et par une prolifération anarchique des armements et des moyens de subversion sociale dont la régulation, sinon la neutralisation, est hors de portée. Il n'en reste pas moins qu'ils explorent toutes les voies permettant de surmonter ces obstacles, et qu'ils n'hésitent pas à formuler des recommandations en vue de remédier aux maux diagnostiqués. À cet égard, l'Annuaire du SIPRI est un ouvrage dont la lecture est indispensable pour quiconque ne désespère pas de l'avenir et veut se doter des outils intellectuels lui permettant d'aborder lucidement les problèmes de la sécurité internationale.

Jean Klein

DERADICALIZING ISLAMIST EXTREMISTS

Angel Rabasa, Stacie L. Pettyjohn,
Jeremy J. Ghez,
Christopher Boucek
Santa Monica, CA, RAND
Corporation, 2010, 244 pages

Cet ouvrage collectif est le premier à faire le point sur les programmes de déradicalisation mis en place dans certains pays du Moyen-Orient, d'Asie du Sud-Est et d'Europe. À cet égard, il mérite d'être lu, en particulier en France où de tels programmes n'existent pas, alors même que les prisons françaises ne sont pas épargnées par les phénomènes de radicalisation djihadiste¹.

Les programmes analysés dans cette étude sont divers, mais ils ont pour objectif commun de voir des personnes impliquées dans des affaires de terrorisme islamiste renoncer à la violence, voire à leurs idées extrémistes. Le Yémen constitue une exception notable : les djihadistes yéménites se voient expliquer que les actions violentes dans ce pays doivent être prosrites alors que la « résistance » dans des pays occupés comme l'Irak est légitime.

Le programme de Singapour est décrit comme un modèle du genre. Il comporte plusieurs composantes. Les détenus sont examinés régulièrement par des psychologues, ils participent à des discussions théologiques avec des chefs religieux

1. À ce sujet, voir F. Khosrokhavar, *Quand Al-Qaida parle. Témoignages derrière les barreaux*, Paris, Grasset, 2006.

respectés, qui leur démontrent que l'interprétation djihadiste de l'islam est erronée, ils reçoivent des formations afin de trouver un emploi après leur incarcération. Leur famille est aussi prise en charge pour éviter que certains de leurs membres ne se radicalisent à leur tour – par exemple, les six enfants d'un djihadiste emprisonné ont reçu du matériel scolaire et de l'argent pour payer leurs études. Enfin, à leur sortie de prison, les djihadistes repentis font l'objet d'un suivi.

En ce qui concerne l'Europe, ce ne sont pas tant des programmes de déradicalisation que de prévention de la radicalisation qui sont analysés. Dans le cas britannique, les associations de musulmans modérés, soutenues par le gouvernement, jouent un rôle prépondérant. Aux Pays-Bas et au Danemark, ce sont les municipalités et les conseils de quartier qui cherchent à repérer les jeunes en voie de radicalisation et à intervenir avant qu'ils ne passent à l'acte.

La question de l'évaluation de ces programmes est posée. Les pays ayant mis en place des systèmes de déradicalisation soulignent les taux de récidive très bas. Les auteurs se montrent néanmoins prudents, pour trois raisons. Tout d'abord, le taux de récidive permet de mesurer l'éventuel désengagement de la violence, mais pas la déradicalisation. Ce n'est pas parce qu'un ancien détenu n'a pas commis d'attentat dans les mois ayant suivi sa libération qu'il a nécessairement

renoncé à sa vision extrémiste du monde. Ensuite, la plupart des programmes de déradicalisation ne s'adressent pas aux détenus les plus radicaux. En Arabie Saoudite par exemple, les autorités mettent en avant les bons résultats d'un programme de déradicalisation s'adressant à des détenus de faible importance. Un autre programme a été mis en place pour des anciens de Guantanamo, mais les résultats n'ont pas été communiqués. Enfin, en lien avec ce dernier point, les auteurs insistent sur la difficulté d'accéder à des données fiables, y compris pour les programmes de prévention de la radicalisation en Europe.

En somme, cet ouvrage constitue une très bonne première synthèse. Nul doute qu'il ouvrira la voie à d'autres travaux sur les questions de radicalisation et de déradicalisation.

Marc Hecker

WHY INTELLIGENCE FAILS. LESSONS FROM THE IRANIAN REVOLUTION AND THE IRAQ WAR

Robert Jervis
Ithaca, NY, Cornell University
Press, 2010, 248 pages

Quand il s'agit d'évaluer la capacité, l'intention et le raisonnement d'un régime étranger, pourquoi les analystes des services de renseignement se trompent-ils régulièrement ? Que pourrait-on entreprendre pour réduire la probabilité

de futures erreurs ? Questions passionnantes, sinon récentes... Au-delà des textes officiels revenant sur quelques échecs dans le domaine du renseignement (enquêtes judiciaires ou rapports de commissions parlementaires), un nombre croissant de chercheurs se mesure au sujet. Robert Jervis, expert de longue date en relations internationales et collaborateur occasionnel de la Central Intelligence Agency (CIA), est particulièrement bien placé pour évaluer la pratique, les défis et les limites des analyses des services de renseignement étrangers. C'est pourquoi *Why Intelligence Fails* sort du lot.

L'auteur use de son accès privilégié à la communauté des services de renseignement et de sa grande expérience de chercheur pour mener deux études de cas remarquables : la première sur l'incapacité des services de renseignement des États-Unis à prédire la révolution islamique d'Iran ; la deuxième sur l'évaluation erronée du programme d'armes de destruction massive (ADM) de Saddam Hussein. Par exemple, pour ce dernier cas, R. Jervis passe en revue les étapes du cycle de production de l'analyste censé tirer des conclusions des rapports contradictoires sur les capacités et intentions de Saddam Hussein. Nous en apprenons beaucoup sur les types d'information à évaluer, sur les occasions manquées d'appliquer certaines méthodes de base de la recherche en sciences sociales, qui pourraient

rendre plus explicites les conclusions ou ménager des résultats alternatifs. Beaucoup d'informations également sur les analystes eux-mêmes, leur formation, leurs ressources, leurs habitudes de travail, ainsi que sur la répartition souvent difficile des tâches et flux d'information entre les différentes agences, et sur les interactions – épuisantes – avec les « clients » de Washington. La référence constante aux cas concrets rend le labyrinthe du renseignement américain presque lisible, donnant quelque autorité aux recommandations de l'auteur pour une réforme des services du renseignement.

À ce propos, R. Jervis met en garde contre des attentes démesurées vis-à-vis de ces services (argumentant de façon convaincante que même d'excellents analystes peuvent arriver à de fausses conclusions) et réfute les propositions de réforme trop ambitieuses, ou cosmétiques. Son discours devient plus problématique quand il s'appuie sur des constats empiriques pour rejeter l'idée, assez répandue, selon laquelle la communauté du renseignement s'est pliée aux pressions politiques du gouvernement Bush. L'auteur ne nie pas que ce dernier ait voulu influencer les services de renseignement afin que leurs conclusions justifient la décision précocée d'envahir l'Irak. Cependant, il affirme n'avoir aucune raison de croire qu'ils se soient inclinés devant cette pression. L'auteur semble prendre plaisir à aller à

contresens de l'analyse dominante, « si conforme au sens commun qu'elle fait obstacle à une analyse plus prudente ». Il délaisse alors ses propres exigences : peut-on à la fois prétendre que les services ont négligé d'appliquer dans leur travail les méthodes ordinaires des sciences sociales, et contester qu'ils se soient fait piéger par un gouvernement agressif ? Ce zèle à nier l'emprise de l'Administration Bush sur les services de renseignement n'est guère cohérent avec les recommandations de l'auteur pour les générations futures d'analystes de renseignement.

Thorsten Wetzling

OCCUPATIONAL HAZARDS. SUCCESS AND FAILURE IN MILITARY OCCUPATION

David M. Edelstein
New York, Cornell University Press,
2010, 248 pages

Le premier mérite de cet ouvrage¹ tient à l'effort de discrimination consenti par l'auteur. Laissant de côté les interventions militaires conçues pour appuyer une revendication de souveraineté permanente sur un territoire donné, David M. Edelstein fixe son attention sur les interventions temporaires, marquées par une prise de contrôle armée du territoire cible, mais destinées dès l'origine (et dans l'esprit des deux parties) à se conclure par l'évacuation des forces exogènes et la réinvestiture des

autorités locales. Cela exclut les entreprises colonialistes non avouées (la Grande-Bretagne en Inde) aussi bien que les mises sous tutelle relevant de la construction d'un glacis protecteur (l'URSS en Europe de l'Est).

Une fois ces critères posés, D. M. Edelstein retient un échantillon de 26 occupations militaires internationales, courant de 1815 à aujourd'hui. Puis il s'efforce de déterminer lesquelles peuvent être considérées comme des succès (conversion durable de la puissance occupée en État-nation stable, non menaçant pour les États tiers, à des coûts financiers, humains et symboliques point trop pénalisants pour la puissance ou la coalition dominante) et lesquelles rentrent dans la catégorie des échecs (non-accomplissement des objectifs stratégiques et déséquilibre coûts/bénéfices). Le résultat ? Selon l'auteur, sept occupations seulement peuvent être qualifiées de franches réussites : France 1815-1818, Italie 1943-1948, Autriche occidentale 1945-1955, Allemagne de l'Ouest 1945-1952, Japon 1945-1952, archipel Ryukyu 1945-1972, Corée du Nord 1945-1948 (intervention de l'URSS). Le reste se classe dans les échecs complets ou les demi-succès. De là plusieurs questions majeures : quand une occupation bénéficie-t-elle de conditions favorables ? De quelles manières une stratégie d'occupation influence-t-elle les perceptions des populations locales et leurs réactions immédiates, puis différées ?

1. Paru en édition reliée en 2008.

Quelles conditions remplir pour se ménager une sortie avantageuse ?

En réponse à ces interrogations, l'auteur développe un modèle qui met en avant le niveau de menaces externes et internes auxquelles la population sous occupation se sent exposée, puis examine les interactions entre les résistances domestiques et les options politiques de la puissance intervenante (association des élites locales à l'exercice du pouvoir, multiplication des incitations économiques, utilisation d'instruments de coercition ouverte ou latente) et enfin intègre la variable temps, en expliquant comment déterminer la date optimale d'extraction. Un bref chapitre terminal consacré aux forces d'occupation multilatérales complète le propos en expliquant pourquoi cette option, utile pour tamiser les amertumes nationalistes et répartir les coûts budgétaires de l'opération, contient aussi ses propres germes de complications (dissension entre les puissances occupantes, traitement légaliste mais irréaliste des attentes locales).

En bref, D. M. Edelstein appelle les responsables politiques et militaires à faire preuve d'humilité lorsqu'ils se mettent en tête de pratiquer le *social engineering* et le *nation building*. La priorité élémentaire : acquérir une connaissance approfondie de l'environnement de menaces dans lequel se débat la collectivité présélectionnée (présence d'un « ogre » aux frontières, tensions centrifuges), comprendre

en quoi ces sources d'appréhension coïncident avec son propre ressenti et ses propres intérêts, et à partir de là déterminer si on sera accueilli durablement en sauveur. Ou non.

Jérôme Marchand

SECURING THE STATE

David Omand

Londres, Hurst, 2010, 368 pages

Ce texte vise à la fois à clarifier le mode de fonctionnement des systèmes de renseignement modernes et à contrebalancer les critiques visant ceux qui opèrent en environnement démocratique : manque de rigueur analytique, stérilité prospective, alignement ancillaire sur les options préférentielles et les intérêts masqués de l'équipe dirigeante en place, violations à grande échelle des garanties juridiques fondamentales, culte du mensonge auto-exonérateur, etc.

L'auteur est un *insider*. Ancien directeur du Government Communications Headquarters (GCHQ – les « grandes oreilles » britanniques), Sir David Omand possède une connaissance approfondie de la machinerie du renseignement, de ses atouts, de ses faiblesses, de ses contradictions intimes. Ses trois années de présence au poste de coordinateur du renseignement et de la sécurité (2002-2005), années traversées par plusieurs polémiques embarrassantes pour Tony Blair (rapport sur les armes de destruction massive [ADM]

irakiennes, suicide [?] du D^r David Kelly), lui ont également permis de se familiariser avec les complexités de la communication réparatrice à visage découvert. Aussi est-il très instructif de voir comment il s'applique à combattre les observations dépréciatives émanant de la société civile, tout en pointant discrètement du doigt telle zone de dysfonctionnement ou telle aire de vulnérabilité mal cernée par les *outsiders*.

Securing the State rassemble un certain nombre de contributions (exposés et articles) rédigées depuis le départ en retraite de D. Omand. L'ensemble est organisé autour de quelques grands thèmes fédérateurs : la place croissante du renseignement dans le traitement des risques sociétaux, la gestion des impondérables (surprises stratégiques et fixations cognitives du pouvoir central), le maintien des équilibres efficacité/redevabilité, le dépassement des blocages et des archaïsmes bureaucratiques. De brèves illustrations, parfois enrichies d'aperçus comparatifs (États-Unis, Canada), viennent à chaque fois étayer le propos. Les passages les plus saillants sont ceux qui ont trait à la méthodologie du renseignement (chapitres 2, 5 et 6). À coups de brosse rapides, l'auteur nous dépeint les principales catégories de sources, leurs méthodes de calibrage, les techniques d'analyse estimative, les vecteurs et les filières de *reporting*, le tout tendant à nous assurer que les profession-

nels d'aujourd'hui ont appris à considérer leurs matériaux de base et leurs extrapolations avec une bonne dose de recul (auto)critique. Ajout non négligeable, D. Omand nous livre aussi sa version du « cycle du renseignement », enrichie de nuances portant sur les complexités de la collecte ou de l'analyse.

Compte tenu de l'expérience acquise par l'auteur dans le domaine du renseignement d'origine électromagnétique (ROEM, en anglais Signals Intelligence, SIGINT), de sa formation académique (il est diplômé en économie de Cambridge) et de sa manière éminemment didactique de traiter des hypothèses, des risques et des probabilités, on doit prêter une attention particulière à ces inserts épars. Le propos n'est pas celui d'un quelconque rouage administratif affecté à des postes de direction, c'est celui d'un homme de l'art, soucieux de comprendre comment est gérée l'information sensible (au sein même de son secteur mais aussi en dehors) et comment est optimisée son exploitation raisonnée.

Un tel ouvrage ne se lit pas d'une traite. Destiné à nourrir le courant des *Intelligence Studies*, il a le mérite de nous épargner les généralités géopolitiques et les considérations sur les servitudes du métier de « sécurocrate » qui encombrant tant de réflexions publiées de ce côté-ci de la Manche. D. Omand mélange avec une certaine dextérité le micro et le macro, et le résultat, complé-

mentaire des réflexions abstraites de Michael Herman¹, révélateur des infléchissements conceptuels amorcés depuis le 11 septembre 2001 (moins de manichéisme cocardier, plus de considération pour les vulnérabilités en cascade des sociétés industrielles avancées et leurs interdépendances profondes), se montre digne d'attention.

Jérôme Marchand

ÉCONOMIE

THE ENIGMA OF CAPITAL AND THE CRISES OF CAPITALISM

David Harvey
Londres, Profile Books, 2010,
256 pages

THE CRISIS OF CAPITALIST DEMOCRACY

Richard A. Posner
Cambridge, MA, Harvard
University Press, 2010, 408 pages

La science économique s'est développée depuis deux décennies selon une logique qui a progressivement laissé bien peu de place aux analyses critiques. Elle avait trouvé dans la théorie des marchés efficients un argument académique puissant dont les enseignements sont connus et ont été répétés à satiété : « L'innovation permet le transfert des risques à ceux qui sont les mieux à

même de les porter » ; « une régulation légère est la mieux adaptée à un univers fonctionnant sous la stricte discipline des marchés » ; « l'allègement des ratios de capital se justifie pleinement grâce au perfectionnement des méthodes de mesure du risque ». Ce n'étaient pas là des balivernes mais le produit d'un effort conceptuel transformé en force idéologique et politique. Avec la crise, le décor s'effondre, la pensée hétérodoxe est de retour.

Il y a toujours eu aux États-Unis un représentant, pas beaucoup plus, de cette pensée hétérodoxe. David Harvey occupe cette position depuis plusieurs années. Il enseigne à la City University of New York (CUNY). Son cours, « Reading Marx's Capital », est disponible sur le site Internet de la CUNY et a été téléchargé plus de 250 000 fois. Le présent ouvrage est une mise en perspective. Après un premier chapitre décrivant minutieusement le déroulement de la crise financière, il situe cette dernière comme dernier avatar d'une « irrationalité » du capitalisme dont chaque grande crise donne une illustration temporairement aveuglante. Il ne suffit donc pas de s'intéresser aux *sub-prime*, il faut placer cette crise dans la chaîne des facteurs expliquant les succès du capitalisme à l'échelle planétaire, et les moments où il trébuche sur les obstacles qu'il a lui-même dressés. Cette analyse, sans être d'une bouleversante originalité, est centrée sur la circulation du capital (« Capital goes to work ;

1. De cet auteur, ancien mentor de D. Omand au GCHQ, voir *Intelligence Power in Peace and War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

capital goes to the market »). Le capital est un mouvement incessant. Il se déplace vers les endroits où il trouve à se mettre en valeur, il explore de nouvelles opportunités, repousse les frontières tout en restant contraint par les obstacles qui peuvent toujours se trouver sur son chemin : ressources naturelles, résistances du travail salarié, insuffisance de la demande.

Bien documenté, bien rédigé, le livre a reçu, signe des temps, bon accueil dans le monde anglo-saxon ; le *Financial Times* est allé jusqu'à y voir « une analyse élégante et intéressante par l'attention qu'elle porte aux forces du système » ! C'est vrai, le capitalisme a jusqu'ici toujours fait preuve de flexibilité ; sans nul doute, il saura encore se réinventer. L'ouvrage refermé, on reste sur sa faim : il est encore trop tôt, apparemment, pour connaître la prochaine étape.

Richard Posner se situe à l'autre extrémité du spectre idéologique. Il est Circuit Judge et enseignant à l'université de Chicago où il a été un des animateurs les plus actifs du courant « Law and Economics », qui tirait toutes les conséquences au plan juridique de la confiance accordée en toutes choses au libre marché. À ce titre, il a beaucoup contribué à façonner le processus de déréglementation depuis les années 1990. Mais la crise financière a été son chemin de Damas, la défaillance spectaculaire des marchés l'a glacé d'effroi et l'a poussé dès

2008 à écrire *A Failure of Capitalism*¹, où il se découvrait soudainement... keynésien. Il en a conclu que l'esprit du capitalisme pousse les financiers à prendre des risques irrationnels, surtout lorsqu'il s'agit de jouer avec l'argent des autres. R. Posner se concentre en particulier, à juste titre, sur l'analyse du risque, mesurable et probabilisable, et de l'incertitude qui ne l'est pas, et il en appelle à ce propos à des idées neuves, celles de Keynes, encore. C'est bien Keynes en effet qui avait introduit cette distinction et critiqué l'économie néoclassique pour sa naïveté dans la manière de réduire la seconde à la première : quel dommage que cette mise en garde ait été oubliée !

Au-delà, R. Posner va plus loin sur le terrain politique. Après le tsunami financier, malgré la reprise en cours, l'onde de choc se propage. Nous ne sommes pas sortis de la crise, les gouvernements tâtonnent pour trouver l'issue, en matière macroéconomique aussi bien qu'en matière de régulation financière. Le grand intérêt de ce livre est de poser la question de l'adéquation des institutions démocratiques aux défis auxquels sont confrontées nos sociétés. L'analyse est concentrée sur les États-Unis mais vaut pour l'ensemble des pays industrialisés. Le déficit, la création monétaire nous ont évité la répétition de la Grande Dépression, tant mieux.

1. R. Posner, *A Failure of Capitalism. The Crisis of '08 and the Descent into Depression*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2009.

Mais nous sommes maintenant devant une muraille de dette ; il n'est pas facile de faire table rase de ce passé ; nos démocraties semblent bien peu désireuses de régler cet héritage à froid, et l'auteur redoute qu'on n'en sorte que par l'inflation et la dévaluation.

Jacques Mistral

AFRIQUE

LES COULISSES DE L'AIDE INTERNATIONALE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Thierry Vircoulon (dir.)
Paris, L'Harmattan, 2010,
188 pages

Sous la direction de Thierry Vircoulon, spécialiste de la République démocratique du Congo (RDC) et notamment des questions relatives à l'aide internationale, cet ouvrage est issu du séminaire « Démocratisation, développement et réformes de gouvernance : le travail de la communauté internationale vue par le bas en République démocratique du Congo » qui s'est tenu à l'Institut français des relations internationales (Ifri) en juin 2009, et reprend les contributions des intervenants : les acteurs de l'aide internationale livrent ici leurs visions, expériences et témoignages.

Cet ouvrage s'écarte de la vision institutionnelle pour adopter une vision « par le bas », c'est-à-dire celle des acteurs eux-mêmes. Ces

deniers expliquent sans complaisance les remises en question, doutes ou changements de cap qui interviennent dans leur travail quotidien de conception et de mise en place des programmes. Steven Spittaels et Jeroen Cuvelier expliquent la méthode d'analyse et de recherche de l'International Peace Information Service (IPIS), entre journalisme et recherche académique, afin de maximiser l'utilité de l'action internationale. Alexis Bouvy présente l'approche du Life & Peace Institute, organisation non gouvernementale (ONG) internationale de transformation des conflits, dont la démarche a beaucoup évolué depuis 2002. Il explique les tâtonnements de l'Institut, ses repositionnements stratégiques et ses difficultés dans les relations avec les bailleurs et ONG locales. Le questionnement constant sur les activités de l'organisation et les bilans réguliers de son action ont ainsi abouti à la redéfinition de son travail, qui se fonde désormais sur le renforcement des capacités d'un nombre sélectionné et restreint de partenaires locaux.

Selon différents angles, les auteurs soulèvent les problèmes de coordination, de sous-traitance, de compétition, et plus généralement de collaboration, entre acteurs locaux et internationaux. La contribution d'Avril Hernandez sur les programmes de réinsertion des enfants soldats expose entre autres les préjugés qui nuisent à l'action internationale, plaquant un schéma type

sur les acteurs. Les ONG internationales bénéficieraient d'experts, de savoir-faire, de capacités à agir à grande échelle, à rassembler et gérer de gros financements, ainsi que de la confiance de la Banque mondiale. À l'opposé, les ONG locales bénéficieraient d'une connaissance de la culture locale, de la langue, des pratiques de la population, mais se heurteraient à des problèmes de corruption, de moyens et de dépendance. Véronique Moufflet revient sur le problème de la sous-traitance en cascade, à travers l'exemple de l'assistance aux refoulés d'Angola. Cette sous-traitance permet de baisser les coûts du projet en employant du personnel local, d'augmenter les compétences de la population et de bénéficier de personnels connaissant le terrain, la langue et la culture. Mais elle met aussi en évidence une inégalité des compétences et des moyens, des divergences éthiques entre ONG, et une baisse des budgets alloués. Florence Liégeois et Manuel Eggen posent la question de la concurrence entre acteurs internationaux à travers l'exemple du programme de renforcement institutionnel et de soutien à la société civile de RCN Justice & Démocratie. Marc-André Lagrange dénonce un humanitaire à deux vitesses à travers une analyse critique du Pool Fund, principal fonds de financement des programmes d'urgence humanitaire. L'auteur décrit un système qui agit en définitive plus au profit des agences onusiennes que des popu-

lations. Ces contributions arrivent à des constats similaires à travers des expériences très différentes, ce qui permet de penser que leurs propos sont pertinents.

À la lecture de cet ouvrage, on ne peut qu'être pessimiste quant à l'efficacité et au devenir de l'aide internationale en RDC. En effet, les résultats présentés sont moyens, voire négatifs ; l'aide semble de plus en plus aléatoire, perdue dans une chaîne de sous-traitances, dans des schémas d'organisation trop complexes pour être efficaces. On peut cependant retenir un point positif dans ce livre : la capacité de réaction des acteurs de cette aide, qui se remettent en question, évoluent, et croient encore, peut-être naïvement, en leur capacité à améliorer la situation.

Flora Boubour

EUROPE

THE EUROPEAN UNION AS A SMALL POWER: AFTER THE POST-COLD WAR

Asle Toje
New York, Palgrave Macmillan,
2010, 274 pages

Cet ouvrage a le mérite d'aborder la question de la politique étrangère de l'Union européenne (UE) en s'écartant des sentiers battus de l'analyse institutionnelle. Le livre d'Asle Toje est original dans l'utilisation qu'il fait du concept de « petite puissance » (*small power*).

Pour l'auteur, le mystère qui entoure la difficulté de l'Union à s'engager pleinement dans les affaires internationales résulte d'une analyse qui la situe – faussement – dans un monde de grandes puissances. D'après A. Toje, on doit résister à la tentation de voir dans l'UE une grande puissance à venir. Il faut faire preuve de patience en acceptant que les échecs et incohérences de la politique étrangère de l'Union ne résultent pas seulement d'une intégration insuffisante ou de la faiblesse des individualités au sein du Conseil des ministres. Dans un contexte où la discussion oscille entre fort optimisme (une Union forte et cohérente est à venir, elle n'attend qu'un léger réglage institutionnel) et pessimisme quasi cynique (l'UE n'assumera jamais son rôle de puissance, quoi qu'il arrive), l'auteur nous propose une grille d'analyse décrivant l'état actuel de l'UE en matière internationale : un réalisme bienvenu.

Les caractéristiques d'une petite puissance – et de la politique étrangère de l'UE – peuvent être définies ainsi : une action stratégique définie avant tout par la dépendance aux autres ; un intérêt pour les institutions internationales vues comme un moyen d'accroître influence et pouvoir ; une aversion prononcée pour les risques, qui se traduit par des choix privilégiant le statu quo et des ambitions principalement défensives. Au lieu de déplorer cette spécificité européenne, qui cherche à échapper aux

exigences du statut de grande puissance, A. Toje nous explique la « normalité » de la position de l'UE.

L'intérêt de l'ouvrage va au-delà de cette idée de petite puissance. L'auteur détaille, par exemple, les éléments de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) et nous livre une analyse historique remontant à l'époque médiévale. Il reste que le livre est à mi-chemin entre un manuel et un travail de recherche. Pour le spécialiste, l'idée de petite puissance intrigue, mais elle est insuffisamment développée ; pour un étudiant, le texte pourra paraître quelque peu ésotérique. Mais le style d'A. Toje – iconoclaste, divers dans ses références et lectures – est rafraîchissant.

Autour de l'hypothèse centrale de l'auteur, on peut soulever deux points critiques principaux. La manière dont il conceptualise la puissance est entièrement descriptive et donne à son travail une certaine superficialité. Il laisse à penser que ce concept peut être défini uniquement à travers l'observation de la manière dont l'UE agit, plutôt qu'en termes relationnels, en se référant par exemple à la notion de légitimité. Son utilisation du concept de petite puissance est donc avant tout inductive, résultant de l'étude de l'action de l'UE aujourd'hui dans le monde. Intéressant en soi, cela n'explique pas *pourquoi* l'Union agit ainsi. L'explication d'A. Toje à cet égard n'a rien de nouveau : la faiblesse de l'UE résulterait d'un équilibre précaire

entre échelles nationale et supranationale. « L'Union européenne ne sera jamais une grande puissance tant qu'elle n'assumera pas la responsabilité de sa propre sécurité territoriale ; mais le faire risquerait de dissoudre le projet d'intégration dans son ensemble. » L'UE serait donc coincée entre ses États membres et sa vocation supranationale, d'où sa faiblesse. Nul doute que le mystère d'une UE potentiellement forte et réellement faible réside dans sa construction politique très particulière. Mais A. Toje ne traite pas du fond de la question, préférant s'en tenir au concept de petite puissance.

L'ouvrage est néanmoins fort intéressant, et contribue honorablement à la discussion sur la politique étrangère de l'Union. Reste à savoir si l'idée de petite puissance fournit une explication du positionnement de l'UE dans le monde, ou si elle l'occulte en rationalisant faussement ses actions dans cette « stratégie de petite puissance », faisant croire à un degré de réflexion et de pensée stratégiques qui, dans les faits, échappent à une Union sans véritable identité ou ontologie politiques, éléments *sine qua non* de toute stratégie.

Chris J. Bickerton

UNDERSTANDING EUROSCEPTICISM

Cécile Leconte
Basingstoke, Palgrave Macmillan,
2010, 320 pages

Qu'est-ce que l'euroscepticisme ? Comment naît-il ? Comment se propage-t-il ? N'est-il pas sain de remettre en question même les institutions européennes ? Doit-on vraiment confondre sous un même vocable ce qui relève du doute et ce qui correspond plutôt à une opposition irrationnelle ? Autant de questions auxquelles Cécile Leconte nous propose quelques réponses, dans un ouvrage utile pour décrypter les dynamiques de l'euroscepticisme.

En guise d'apéritif, l'auteur nous invite à une lecture comparée du fameux discours de Margaret Thatcher, en septembre 1988, au Collège de Bruges, et de la déclaration du Conseil européen de décembre 2001 à Laeken. La ressemblance entre ces deux textes est frappante et témoigne, s'il en était besoin, de la façon dont les idées (ici la critique de la bureaucratie européenne et le rejet d'un « super-État » européen) se diffusent dans une Europe toujours en quête d'elle-même. Faut-il y voir le triomphe des eurosceptiques dans les institutions ? Non, car leur influence directe demeure extrêmement limitée dans ce qu'il est d'usage d'appeler le triangle institutionnel : Parlement européen, Commission et Conseil. Elle n'exède pas en tout cas le poids politique des partis eurosceptiques : 4 %

à 5 % pour les partis anti-européens, et 15 % à 20 % des votes si l'on additionne l'ensemble de ceux qui professent des réticences à l'égard de la construction européenne.

En réalité, les principaux canaux d'influence des eurosceptiques demeurent les gouvernements nationaux. Chacun a d'ailleurs en tête les surenchères auxquelles se livrent les ministres en marge des réunions du Conseil, expliquant comment ils vont se battre, ou ce qu'ils ont réussi à sauver. Et ce sont sans doute ces discours qui se trouvent au cœur de l'euroscepticisme. Pour les citoyens, l'Europe apparaît ainsi non comme un ensemble auquel ils appartiennent, mais bel et bien comme un corps étranger qu'il faut combattre ou, pire, qui vous impose des règles de façon presque autocratique. Tout est faux dans cette image puisque, nous le savons, aucune décision n'est prise sans l'assentiment d'au moins une majorité qualifiée d'États membres, qui s'ajoute, le plus souvent, à une majorité de parlementaires issus du suffrage universel. Mais que faire face à la connaissance imparfaite des institutions par le public et au poids considérable des discours et des images inlassablement répétés dans les médias ?

Les institutions européennes ont aussi une part dans les dynamiques de l'euroscepticisme. Comme le note C. Leconte, la Commission européenne, affaiblie, exerce de moins en moins le rôle de *leader-ship* politique qu'elle tenait jusque-là. Moins politique et plus technocratique, elle

laisse le fossé qui la sépare de l'opinion se creuser inexorablement. Cet affaiblissement de la Commission, allié à une perte d'enthousiasme des classes politiques nationales pour l'intégration européenne et à l'hostilité traditionnelle des administrations nationales, favorise un regain de nationalisme et explique les récents succès remportés par la prise de décision intergouvernementale sur la méthode communautaire. À cela, il faut bien sûr aussi ajouter les coups portés au cours des deux dernières décennies à une fonction publique de l'UE qui a bien du mal aujourd'hui à incarner l'idée européenne. Mais l'analyse de l'auteur dépasse de loin le cercle des institutions pour nous offrir un véritable panorama des eurosceptiques et de leurs motivations. Le phénomène est en effet pluriel et tire son origine de considérations non seulement politiques, mais historiques, culturelles et même religieuses. Autant de considérations faisant de l'euroscepticisme une nébuleuse qui méritait bien un livre.

Olivier Jehin

LE PASSÉ AU PRÉSENT. GISEMENTS MÉMORIELS ET ACTIONS HISTORICISANTES EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Pascal Bonnard, Georges Mink
Paris, Michel Houdiard Éditeur,
2010, 334 pages

Cet ouvrage, inscrit dans la continuité de recherches depuis les travaux également dirigés par

Georges Mink¹ et publiés en 2007, est particulièrement innovant. La nouveauté réside, d'une part, dans l'évocation des conséquences mémorielles de la fin du communisme sur les pays d'Europe centrale et orientale (une place importante est consacrée à la mémoire de la Shoah) et, d'autre part, dans l'utilisation des « jeux mémoriels » comme stratégie de politique intérieure et extérieure. L'ouvrage est divisé en quatre parties : politiques mémorielles dans l'espace post-communiste ; enjeux de gestion mémorielle ; représentations mémorielles en conflit ; acteurs et témoins.

L'introduction de G. Mink est particulièrement intéressante. Alors que les débats se sont focalisés, notamment depuis le concept de « lieu de mémoire » développé par Pierre Nora, sur les relations entre mémoire et histoire et les avantages respectifs des approches mémorielles ou historicisantes, l'auteur dépasse cette approche et propose, en se fondant sur l'expérience récente des pays d'Europe centrale et orientale, une lecture radicalement différente. Recourant à de nouveaux concepts, il distingue l'histoire, qui peut avoir une dimension mémorielle à l'écoute des derniers témoins, et la « mémoire réactive », qui introduit des clivages politiques et fait l'objet d'une instrumentalisation dans les compétitions entre partis et États. Il constate que

la fin du communisme a entraîné à la fois un développement des « gisements de mémoire » et le recyclage par les gouvernements de l'histoire dans les combats politiques du présent (par exemple, dénonciation du comportement passé d'un adversaire politique lors d'élections). Mais cette récupération sert également à renforcer une position nationale en exportant des représentations mémorielles à des fins géopolitiques (victimisation par rapport à l'Union soviétique pour justifier les reproches faits à la Russie contemporaine). C'est dans cette logique que les Européens de l'Est déplorent l'*asymétrie mémorielle* des pays de l'Europe de l'Ouest, qui ne mettent pas sur le même plan les crimes du nazisme et ceux du communisme : « Les deux moitiés de l'Europe n'ont pas le même référentiel mémoriel », écrit l'auteur, qui voit dans cette « désunion mémorielle » un défi à la construction européenne.

Si presque tous les chapitres de l'ouvrage méritent une lecture attentive, les quatre suivants sont particulièrement intéressants.

Le chapitre II « Les mutations du compromis mémoriel européen : une étude balte » (Philippe Perchoc) est très instructif sur les réécritures périodiques de l'histoire dans les pays Baltes et sur la « correction mémorielle » qui a lieu depuis leur entrée dans l'Union européenne (UE). Celle-ci se traduit par « une sorte d'égalité de

1. G. Mink et L. Neumayer, *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007.

l'atrocité des crimes commis par les nazis et les Soviétiques ».

Le chapitre IV « L'Ukraine, la guerre et le principe de responsabilité collective » (Dominique Arel) met en relief la contradiction entre un passé particulièrement meurtrier – « Historiquement, l'Ukraine est le territoire ayant connu les premiers grands massacres de la Shoah [...] » – et sa faible présence dans les narratifs mémoriels « classiques » frappés d'une véritable « amnésie politique ».

Le chapitre VI « Une société multiethnique au Kosovo? Heurts et malheurs du protectorat international face à l'antagonisme des mémoires serbe et albanaise » (Nathalie Duclos) montre la contradiction qui existe entre l'aspiration à bâtir une nation multiethnique et le poids mémoriel de l'histoire. Les experts internationaux, estime l'auteur, ont ignoré l'importance du « temps long » et des « récits fondateurs réciproquement exclusifs » alors que « le processus de réconciliation ne peut être qu'endogène et ne saurait être impulsé par des acteurs extérieurs ».

Le chapitre XIV « Témoigner de la deuxième guerre mondiale: de l'abstraction antifasciste à la fiction littéraire » (Jean-Charles Szurek) analyse les relations particulières, historiques et mémorielles, entre Polonais et juifs. Il aura fallu attendre les années 1980 et surtout 2000 (débats autour du massacre de Jedwabne), pour que les Polonais

acceptent de réexaminer leur passé. Un autre aspect, passionnant, de ce chapitre, concerne « l'imaginaire décuplé de la fiction » : la réappropriation de l'histoire par le roman (*Les Bienveillantes* de Jonathan Littell), la biographie fictive (*Jan Karski* de Yannick Haenel), voire des « mémoires » fantasmés, le pseudo-polonais Benjamin Wilkomirsky s'étant révélé être un vrai Suisse, Bruno Grosjean...

Éliane Mossé

MOYEN-ORIENT

BLOGISTAN: THE INTERNET AND POLITICS IN IRAN

Gholam Khiabany,
Annabelle Sreberny
Londres, I.B. Tauris, 2010,
232 pages

La réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009 s'est accompagnée d'une utilisation sans précédent des nouvelles technologies de l'Internet par la population iranienne. Certains experts et officiels occidentaux se sont alors empressés de parler de « révolution Twitter » pour évoquer le potentiel politique des nouveaux médias et réseaux sociaux.

Dans *Blogistan*, Gholam Khiabany et Annabelle Sreberny, tous deux spécialistes de l'Iran et des médias, apportent un éclairage bienvenu sur l'Internet en Iran, trop souvent

réduit à sa dimension « révolutionnaire » sans que soient pris en compte les facteurs sociopolitiques, religieux et économiques. Écrit avant les manifestations de l'été 2009 à l'exception du chapitre final, l'ouvrage a le mérite de proposer un cadre intellectuel à la fois rigoureux et instructif sur le Net iranien. Les auteurs décrivent longuement la « culture Web » des Iraniens, en insistant sur la vivacité de la blogosphère persanophone. L'Iran se classe au troisième rang mondial en nombre de blogueurs. Les blogs y ont avant tout une finalité ludique, argumentent G. Khiabany et A. Sreberny, qui réfutent la vision occidentale de jeunes blogueurs majoritairement politisés.

Blogistan revient sur d'autres malentendus. Le Web iranien est loin d'être l'apanage des réformistes libéraux. Les auteurs observaient ainsi en 2009 une forte croissance des blogs religieux de toutes sortes. Un Département pour le développement des blogs religieux a même été créé avec le soutien d'un séminaire de la ville de Qom. De même, les conservateurs au pouvoir ont su investir la Toile, notamment en répandant des messages favorables au régime sur Facebook et Twitter lors des manifestations de 2009.

La croissance de l'Internet en Iran doit être replacée dans le cadre d'une politique d'État de « démocratisation », ce qui n'a pas été sans susciter des tensions entre le maintien de la croissance économique et les « impératifs » du régime en

matière de régulation des contenus numériques. Les initiatives de Téhéran sur l'Internet ont été prises dans un contexte post-révolutionnaire hautement politisé, avec l'islam chiite érigé en idéologie dominante d'un État théocratique omniprésent, au sein duquel les Gardes révolutionnaires contrôlent environ le tiers de l'activité économique. Pour autant, la politique de l'État iranien vis-à-vis de l'Internet n'est pas uniforme, et oppose parfois certaines institutions aux intérêts contradictoires. Les auteurs rappellent que l'Iran est, avec la Chine, un des États disposant des systèmes de filtrage les plus sophistiqués au monde.

Blogistan s'achève avec un chapitre sur les événements de l'été 2009, qu'on aurait souhaité plus consistant. Si le Web a pu aider les manifestants à contourner les médias d'État, les outils numériques comme Twitter et You Tube ont surtout été utiles aux médias occidentaux, lorsque les journalistes étrangers se sont vus interdire de couvrir les manifestations. Twitter a fonctionné comme une « caisse de résonance » de messages de solidarité du monde entier qui a ralenti le rythme du trafic. La majorité des « tweets » était en réalité du contenu republié, provenant souvent de l'étranger – la diaspora, très présente aux États-Unis, ayant joué un rôle non négligeable.

Au final, le lecteur retiendra de cet ouvrage une approche nuancée du Net iranien, les nouveaux médias se révélant particulièrement utiles

pour aborder la complexité de la société iranienne.

Julien Nocetti

THE POLITICS OF WOMEN'S RIGHTS IN IRAN

Arzoo Osanloo

Princeton/Oxford, Princeton

University Press, 2009, 272 pages

L'auteur propose une réflexion empirique et empreinte d'optimisme quant à l'avenir des luttes pour l'égalité entre hommes et femmes en République islamique iranienne. En filigrane, le lecteur découvre le discours des femmes à l'époque de la présidence Khatami : il en ressort que les Iraniennes pensaient alors faire avancer leurs combats pour l'égalité grâce aux élections. Cette approche « par le bas » (*bottom-up*) permet de décrypter une société en mouvement, loin de la caricature habituellement diffusée par les médias occidentaux d'une société bloquée et fermée sur l'extérieur par un régime totalitaire, ou de « femmes victimes » qu'il faudrait « libérer » du joug islamiste. Au contraire, l'investissement par les femmes iraniennes du champ politique et civique leur permet d'élaborer un discours sur leurs droits qui leur est propre, même s'il s'inscrit encore parfois dans le cadre théologique, par le truchement de l'instruction religieuse en général et des réunions coraniques en particulier.

De la même façon, l'auteur montre comment le système judiciaire d'un régime théocratique peut conduire les citoyennes à réagir par la cons-

truction d'une pensée juridique. Le chapitre consacré à la question des Droits de l'homme, vus à travers le prisme iranien, est particulièrement éclairant. Il permet en effet de comprendre pourquoi la République islamique, malgré de constantes violations des Droits de l'homme depuis plus de 32 ans, se soucie avec autant d'acuité de son image en la matière sur la scène internationale. Alors que la plupart des études portent sur les violations des droits fondamentaux dans la République islamique d'Iran (tels que définis par le droit international), Arzoo Osanloo éclaire la diversité des discours iraniens sur cette question, en référence ou non à l'islam. Plus largement, les droits humains deviennent, pendant la période réformatrice, une préoccupation de la société civile iranienne avec, par exemple, la création du Centre de défense des Droits de l'homme par Shirin Ebadi, Prix Nobel de la paix en 2003. Pourtant, l'étude de la Commission islamique des Droits de l'homme révèle l'ambivalence des discours des hommes politiques réformistes vis-à-vis de ces droits, puisqu'ils considèrent que ceux-ci doivent s'inscrire dans le cadre de la justice islamique ; le principal objectif de cette organisation gouvernementale étant *in fine* de défendre le bilan de la République islamique en la matière.

Au-delà de l'analyse du discours étatique sur les Droits de l'homme, perçus par le régime islamiste

comme un outil au service de la politique « impérialiste » des pays occidentaux, le lecteur appréciera particulièrement la diversité des discours de la population urbaine iranienne sur la relation entre culture et Droits de l'homme.

Cet ouvrage permet aussi de comprendre que la politisation des femmes, ou la relativisation culturaliste des Droits de l'homme, ne sont pas l'apanage du gouvernement iranien. L'Administration Bush et ses soutiens néoconservateurs n'ont pas hésité non plus à utiliser la question du droit des femmes dans le cadre de la « guerre contre la terreur ». La dimension géopolitique de la définition des droits des femmes en Iran est d'autant plus importante qu'il a fallu attendre la fin de l'idéologie néoconservatrice pour qu'émergent, dans l'espace public, des revendications visant à la fin du régime islamiste iranien – la question du droit des femmes étant une des causes qui poussent la jeunesse iranienne à contester ouvertement l'autorité théocratique du Guide Khamenei. L'époque réformiste et l'émergence du mouvement vert en Iran (impulsée par les élections présidentielles contestées de juin 2009) font apparaître la question du droit des femmes dans l'espace public, se distinguant de l'héritage idéologique khomeyniste. Ces revendications s'expriment désormais avec une radicalité nouvelle.

Clément Therme

LE MESSAGER MEURTRI. MÉMOIRES D'UN AMBASSADEUR D'ISRAËL

Yehuda Lancry
Paris, Albin Michel, 2010,
288 pages

Député à la Knesset devenu diplomate, Yehuda Lancry a été un acteur clé de la relation franco-israélienne et des efforts en faveur de la paix au Moyen-Orient, notamment lorsqu'il a représenté Israël en France de 1992 à 1995, puis auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU) de 1999 à 2002. Son livre, écrit en français, témoigne également de la sensibilité d'un homme profondément imprégné de culture française, familier de Michel Butor (sur lequel il a fait sa thèse de doctorat), meurtri par la disparition brutale d'un fils, meurtri aussi, bien qu'il ne l'exprime pas ouvertement, par l'échec des accords d'Oslo dont il fut un ferme défenseur.

Son témoignage apporte un éclairage très intéressant sur la naissance, le développement et la mort du processus de paix, mais aussi des vues originales et parfois critiques sur la vie politique intérieure israélienne. Nommé ambassadeur à Paris à un moment de tension entre la France et Israël, il établit vite des relations de confiance avec le président François Mitterrand. Celui-ci, lors de leur première entrevue, ne lui a pas caché son irritation face aux accusations israéliennes « complètement infondées » d'une coopération française avec l'Irak pour renforcer l'efficacité des

missiles *Scud*. Y. Lancry jouera également un rôle important dans le bon déroulement du voyage du président en Israël, au cours duquel il lui fera rencontrer Itzhak Rabin, alors ministre de la Défense. Sa volonté de désamorcer toute crispation s'exprimera en particulier lorsque Ehoud Barak, alors chef d'État-major, provoquera un incident diplomatique en faisant un parallèle entre le comportement de l'armée française en Algérie et le massacre commis par Baruch Goldstein au tombeau des Patriarches le 25 février 1994 à Hébron.

La nouvelle de la conclusion des accords d'Oslo, le 13 septembre 1993, représente pour l'opinion publique israélienne comme pour la communauté juive de France « un événement foudroyant », selon l'expression de l'auteur. Il s'agissait d'un « effondrement total de l'idéologie de rejet de l'Organisation de libération de la Palestine [OLP] si durablement cultivée et nourrie par Israël, tous gouvernements confondus ». Il s'en fait l'avocat inlassable, les défend dans les médias et auprès d'une communauté juive très réticente, noue des relations amicales avec Leïla Shahid, représentante de l'OLP en France. Le voyage en Israël d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Balladur, est l'occasion de relancer les relations entre les deux pays sur de nouvelles bases. Y. Lancry fait le constat que « la France [...] se retrouve au lendemain des accords

d'Oslo de plain-pied dans cette accélération de l'histoire qu'elle n'avait que trop justement anticipée ».

C'est dire à quel point il est affecté par l'assassinat d'I. Rabin, le 4 février 1995, alors que s'est développé en Israël un climat de violence et de haine qu'on a quelque peu oublié. Tristement, il constate : « Israël basculera dans un crépuscule dont la souillure indélébile jettera un voile sur nos vieilles certitudes et sur nos impératifs éthiques. » Avec la mort d'I. Rabin, la dynamique d'Oslo est atteinte. Évoquant la politique unilatérale d'Ariel Sharon, il souligne que celui-ci « porte ainsi atteinte au principe même de la reconnaissance mutuelle signée à Oslo » en faisant le jeu du Hamas, « parti de presque rien et de la connivence d'Israël désireuse de contrebalancer l'influence de l'OLP ».

Ses jugements sur la politique israélienne et ses principaux acteurs témoignent de sa lucidité et de son indépendance d'esprit. Il note l'habileté d'A. Sharon qui, en nommant ministre des Affaires étrangères Shimon Pérès, parvient à restaurer son image dégradée après le massacre de Sabra et Chatila, au point d'en devenir un « homme de paix » aux yeux du président George W. Bush. Il ne ménage pas E. Barak, mettant en cause la hâte et l'impréparation avec laquelle fut abordée la négociation de Camp David. Il trace un portrait tout en nuances de Shimon Pérès qui

conjugue subtilement « sa capacité de séduction, son charme de conteur [...], son alchimie de faiseur de paix même aux moments les plus désespérément creux du processus de paix », ce qui ne l'empêche pas d'avoir des jugements plus critiques et de relever sa « franche brutalité » avec ses interlocuteurs arabes.

Faisant ses adieux comme représentant permanent auprès de l'ONU, Y. Lancry n'hésite pas à dire qu'il partage avec certains de ses

amis ambassadeurs arabes « le même horizon fondateur d'un vécu judéo-arabe millénaire, mais aussi et surtout des affinités intellectuelles, spirituelles et affectives aptes à transcender les aléas et les contingences politiques ». Ces mémoires d'un homme de paix méritent d'être médités, et montrent à quel point ces deux dernières décennies au Moyen-Orient furent celles des occasions de paix manquées.

Denis Bauchard